

EDITO

Élections locales 2023 : de la paix et des leçons

Par **Israël Guébo***

La vague électorale de 2023 est finalement derrière nous ; enfin... presque. Campagne, vote, réclamations, grogne, débats... reprises dans un maximum de 3 mois pour certaines localités. S'il y a tant à dire sur les écueils qui ont émaillé le scrutin des régionales et des municipales, il faut reconnaître, et c'est assez inhabituel pour être souligné, qu'il n'y a eu aucun mort. J'en vois qui sourient. À juste titre : ce qui relève de l'ordre du « normal », de l'évidence, nous fait applaudir, et jubiler presque tambour battant. Pas tant qu'il n'y ait eu aucun grabuge, ni dysfonctionnement, ou encore que tout ait été rose et de belle saveur. Mais surtout qu'il faut saluer et encourager la dynamique apaisée dans laquelle les Politiques et la classe sociale se sont inscrits. « Zéro mort ». Dans un pays où certaines élections (nationales ou locales) sont un marronnier macabre.



plusieurs blessés », des bus incendiés et de nombreux autres dégâts matériels.

En 2016, le 18 décembre précisément, les électeurs sont rappelés dans les urnes pour choisir les députés. Plusieurs incidents émaillent le scrutin. Des commissariats et des gendarmes sont attaqués. Mais,

globalement, l'atmosphère est plutôt calme. Peut-être dû à « l'Appel de Daoukro » lancé par le Président Bédié un an plus tôt (et qui scelle, à l'époque, l'union entre le RHDP d'Alassane Ouattara et le PDCI d'Henri Konan Bédié) et au timide retour dans l'arène du Front Populaire Ivoirien, le parti fondé par Laurent Gbagbo.

Deux années plus tard, en 2018, pointent les Municipales. « Nous avons malheureusement connu cinq décès à la suite de ces élections », indique le ministre Sidi Touré, alors porte-parole du gouvernement. « À Abobo (...) le superviseur général du candidat indépendant Telfour Koné avait été enlevé par des inconnus dans la nuit du scrutin, et retrouvé mort dans une mare de sang quelques heures plus tard », rapportait le magazine panafricain Jeune Afrique. Dans plusieurs villes de l'intérieur du pays, « la violence est montée en force dans les rues de certains quartiers », souligne Abidjan.net, prenant pour exemple la ville d'Issa dans le Centre-Ouest : « Les pillages de magasins, les destructions de boutiques et de panneaux publicitaires ont débuté dans la journée, entraînant la fermeture du marché central et des centres de commerce. (...) Peu après 11 heures (le mercredi 17 octobre 2018, ndlr), les choses ont commencé à se compliquer. Armés de gourdins et de machettes, les jeunes des deux groupes

Flashback. 2010 (-2011) : « au moins 3000 morts » et des milliers de blessés sans compter les dégâts matériels et les « 59 000 » réfugiés. En 2015, « à quelques semaines de l'élection présidentielle, la Côte d'Ivoire est sous tension », relate la chaîne internationale France 24, en précisant que « des violences ont éclaté dans plusieurs villes du pays entre les partisans de l'ex-président Laurent Gbagbo et ceux du chef d'État Alassane Ouattara ». Bilan : « au moins un mort et

se sont mis à s'affronter. L'on signale plusieurs blessés dans les deux camps ».

La violence électorale prend une tournure horrible avec ce qu'on a appelé « *la crise du troisième mandat* » qui « *a tourné autour de la candidature controversée du président Alassane Ouattara* ». Le bilan officiel est sans appel : « *au moins 83 morts et 483 blessés* », souligne L'Express reprenant le compte macabre présenté par le porte-parole du gouvernement. C'est donc à juste titre que de nombreux observateurs et une grande partie de la population appréhendaient ces élections locales de 2023. Un rendez-vous avec les urnes où, pour la première fois depuis 2010, toutes les parties et tous les partis sont représentés. Directement, ou par des jeux d'alliance. À découvert ou sous couvert.

Plus de peur que de mal, si l'on se fie au rapport de l'ONG « *Aube Nouvelle* ». « *Des tensions sans débordement ont été signalées (...). Des saccages d'urnes et des altercations entre groupes ont causé des blessés légers (...). Des violences contre les bâtiments de l'État et des autorités administratives ont été relevées (...). Des actes de vandalisme ont visé des affiches et des panneaux de campagne déchirés ou détruits (...).* 04

affrontements ont été signalés (...), des blessés légers ont été enregistrés dans 03 localités (...), d'autres incidents de campagne de nature mineure ont eu lieu ». « *Aucun affrontement intra- ou intercommunautaire ni des frictions entre communautés n'ont été observés. La campagne électorale a été menée sans incidents majeurs ni événements de nature à entraver ou à perturber significativement les activités des partis politiques et des candidats* », souligne ledit rapport, en rajoutant : « *L'on a retrouvé l'atmosphère de saine compétition qui est le principe d'une élection* », avant de conclure : « *Il y a eu, certes, quelques violences et tensions pendant ces élections, d'ailleurs prévisibles, mais ces violences qui n'ont abouti à aucun décès ni dégâts matériels majeurs, n'ont pas été de nature à empêcher la tenue du scrutin jusqu'à*

son terme, à l'exception de la Commune de Kouibly et de la Région du Guémon ». Bon point !

Un engagement commun pour la paix

À saluer également, toutes les initiatives de toutes parts pour sensibiliser les populations et les politiques à avoir une posture républicaine et citoyenne. À commencer par « *Le Médiateur de la République, Adama TOUNGARA, qui a lancé la campagne pour des élections régionales et municipales sans violence* ». Des panneaux d'affichage dans les artères des grandes villes, « *des missions de sensibilisation* » sur l'ensemble du territoire, mais aussi une « *charte de bonne conduite* » signée par la plupart des candidats. Autre initiative, celle lancée par le président du COJEP, Charles Blé Goudé. L'Opération « *Zéro mort, Zéro blessé* ». Une caravane qui a sillonné plusieurs villes de la Côte d'Ivoire pendant tout le mois d'août, « *à la rencontre des partis politiques et de la société civile* ».

La morale est que, pour des élections apaisées et sans morts ni blessés, il faut un engagement de tous les acteurs politiques et sociaux. À garder en mémoire pour les échéances de 2025 qui arrivent à grands pas. Il nous faut transformer l'essai.

“la clé qu'il faut pour porter la Côte d'Ivoire vers le développement, c'est la transformation des mentalités.”

Carton jaune à la CEI !

Cela dit, les élections municipales n'ont pas été exemptes de tous reproches. La presse, relayant plusieurs analystes et leaders de partis politiques, a longuement indexé les défaillances de la Commission électorale indépendante. Son président, Ibrahim Coulibaly-Kuibiert, l'a reconnu. Il a « *déploré quelques incidents d'ordre logistique, notamment des erreurs dans la distribution des kits de vote et des tablettes qui ne fonctionnent pas* ». Des faits qui, selon ses dires, « *n'entachent pas la crédibilité du processus électoral* ». Soit. Mais le mal est plus profond. Et peut, à terme, être conflagrant. Tenez, par exemple, à Abobo, des bureaux de vote ont disparu. Des écoles qui étaient

indiquées comme « Centres » ont semble-t-il été « délocalisées ». Des personnes n'ont pas retrouvé leur nom sur la liste alors qu'elles sont bien présentes dans le fichier électoral général. Pour ne citer que ces deux exemples. La Commission électorale doit faire des efforts pour ne pas paraître juge et partie dans un contexte socio-politique sensible, susceptible et délicat. La réflexion doit être menée pour mieux faire.

De l'éducation citoyenne et politique des populations.

La plus grande leçon qui ressort de ces joutes électorales est la participation, ou devrais-je dire la non-participation, des populations. On peut l'indexer sans se tromper : « *Le grand vainqueur de ces élections, c'est le taux de participation assez bas* ». 44,61 % pour les régionales et 36,18 % pour les municipales, en ce qui concerne les chiffres au plan national. Mais, à y regarder de près, on se rend compte que dans les grandes communes, on ne s'est pas bousculé pour aller voter. À Abobo, plus de 79% des électeurs inscrits n'a pas voté. Plus précisément, sur 404 972 électeurs, 320 427 sont restés chez eux. Seulement 84 545 ont exprimé leur choix. Cette abstention, pour ne pas dire cette abstinence électorale, est symptomatique d'un grand désespoir que les Hommes politiques ont laissé dans le cœur des habitants. Cela ouvre de grands chantiers qu'il faudra défricher.

Premièrement, encourager les populations à s'inscrire sur la liste électorale. En 2023, ce sont 8 012 424 électeurs qui ont été mobilisés. 8 millions sur une population de

près de 29 millions d'habitants ! Même si on enlève la part des non-nationaux (6 435 835, soit 22 %), le fossé reste énorme. La sensibilisation des populations (et des nouveaux majeurs) à s'inscrire sur le fichier électoral ne doit pas être seulement dévolue à la CEI. Cela requiert la participation et la mobilisation de tous.

Deuxièmement, amener les électeurs à se rendre aux urnes. C'est une autre paire de manches. Entre ceux qui disent ne pas savoir à quoi sert un vote, et ceux qui attendent d'être payés pour aller voter, il va falloir mettre en place un programme d'éducation électorale. Pour Abobo, nous nous y attellerons. Il en va de notre avenir.

Dernière chose. Ces élections locales (comme celles qui ont eu lieu par le passé) montrent clairement comment le jeu est biaisé. Lorsqu'on parle d'éducation, il faut en prendre toute la mesure. J'ai vu des citoyens troquer leur voix contre un sac de riz de 5 kilogrammes et 5000 francs CFA. Et dans certaines obédiences politiques, on revendique en le justifiant : « *C'est le jeu* » ! Non, ce n'est pas un jeu. Cependant, c'est surtout dans nos communautés qu'il faut parler. Ce sont nos populations qu'il faut (in)former, sensibiliser et éduquer. C'est un travail sur la durée. C'est une bataille de longue haleine. Ça prendra 1, 5 ou 10 ans, voire plus. Mais, il ne faut pas baisser les bras. Car, la clé qu'il faut pour porter la Côte d'Ivoire vers le développement, c'est la transformation des mentalités. Lorsqu'on y sera arrivé, on pourra à ce moment parler d'émergence. La vraie •

**Israël Guébo a travaillé comme journaliste pour des médias ivoiriens, panafricains et internationaux. C'est un communicant, expert du numérique, qui a accompagné de nombreuses institutions nationales et internationales dans la structuration, l'optimisation et le déploiement de leur communication. Depuis plus de 20 ans, il est engagé en Côte d'Ivoire en travaillant à la transformation sociale par des formations et des actions citoyennes auprès des populations. Il est écrivain, auteur de 3 livres.*